

LE TEMPS

25 mars 2011

L'ère post-nucléaire

Par Christian van Singer,

Christian van Singer, conseiller national (Verts/VD), revient sur la catastrophe de Fukushima, espérant qu'elle sera la dernière et que la Suisse tirera les conséquences de ce drame planétaire
11 mars 2011: un frisson à l'annonce du tremblement de terre d'intensité 9 au large des côtes japonaises et du tsunami. Combien de morts? Des milliers? Des dizaines de milliers? Quelles souffrances! Compassion.

Puis, une grande inquiétude: en tant que physicien-énergéticien, je mesure les risques encourus. Tout va-t-il se passer comme prévu? La forte chaleur que les barres de combustible continuent à émettre plusieurs jours après l'arrêt du réacteur pourra-t-elle être évacuée normalement?

Et l'accident nucléaire de Fukushima est là, qui inquiète le monde entier. Après avoir subi une terrible catastrophe naturelle, le Japon est frappé par ses centrales nucléaires.

Au moment où j'écris ce billet, des pompiers, des pilotes d'hélicoptère, des techniciens et des ingénieurs réussissent à éviter le pire, mettant en danger leur santé. Ils luttent contre un enchaînement d'accidents que les concepteurs n'avaient pas envisagé.

Heureusement, les premiers jours, le vent a soufflé vers l'océan. Les 35 millions d'habitants de Tokyo, à 250 km au sud, n'ont pas été atteints par la radioactivité, mais ça n'a pas duré, et maintenant l'eau de la capitale n'est plus potable pour les nourrissons...

On m'a demandé quelles conséquences auront ces événements tragiques sur la politique énergétique de la Suisse.

Tous les milieux qui soutiennent le nucléaire feront-ils simplement le dos rond attendant que la tempête passe? Nous mentiront-ils, comme après Tchernobyl, sur les conséquences de l'accident? Pendant des années, ils ont affirmé que cet accident n'avait fait que 58 morts, puis admis, du bout des lèvres, par un rapport de l'OMS-AIEA, 4000, puis 16 000 victimes indirectes. Une broutille, quoi! En réalité cette catastrophe a provoqué entre 600 000 et 900 000 morts. Des constatations sur place et de nombreuses études de scientifiques russes et ukrainiens l'ont montré. Un volumineux rapport de l'académie des sciences de New York l'a confirmé en 2009 (Annals of the New York Academy of Sciences, Volume 1181, December 2009).

Le lobby nucléaire a aussi affirmé, à raison, que l'accident de Tchernobyl était moins une défaillance du nucléaire, que du système soviétique dont il a précipité la chute.

Mais ça ne s'applique pas au Japon, nation démocratique à la pointe de la technique. Ses centrales ressemblent aux nôtres: comme en Suisse, le premier confinement des réacteurs est en acier et entouré d'une couche de béton épaisse d'un mètre. A l'évidence, dans des installations aussi complexes, les enchaînements susceptibles d'aboutir à des accidents majeurs sont multiples et imprévisibles. Par exemple, en 2006 en Suède, dans la centrale de Forsmark, une panne de courant, suivie de la défaillance des quatre génératrices de secours, a privé le réacteur de refroidissement pendant 23 minutes. Selon le rapport de l'organisme de sûreté suédois, on a

réussi enfin à faire redémarrer manuellement deux des génératrices, mais 7 minutes de plus et la situation aurait été gravissime...

A Fukushima, tout le monde peut constater que la sûreté des centrales nucléaires, même de conception occidentale, ne peut être garantie à 100%. Et les conséquences d'un accident majeur seraient catastrophiques pour la Suisse. Un rapport officiel de la Confédération (étude Katanos, 1995) les a évaluées: plus de 900 000 personnes à évacuer, plus de 4000 milliards de dégâts...

Il n'y aurait même pas l'espoir, comme au Japon, que le vent pousse la radioactivité vers la mer. En moyenne, deux jours sur trois le vent souffle en direction des grandes villes suisses alémaniques, un jour sur trois la bise souffle en direction de la Romandie!

Le Conseil fédéral a ordonné une révision des bases de décision de notre politique énergétique; pourvu que ce ne soit pas seulement pour gagner du temps et qu'il consulte des experts prêts à tirer toutes les conséquences qui s'imposent!

Doris Leuthard a compris qu'on ne peut pas continuer comme si rien ne s'était passé. Elle a fait preuve d'un bon «sens politique» en décrétant la suspension des procédures en cours pour autoriser la construction de nouvelles centrales. J'espère qu'elle fera aussi preuve tout simplement de bon sens en agissant pour que la Suisse se tourne résolument vers l'efficacité énergétique et les renouvelables et planifie une sortie ordonnée du nucléaire.

Les Verts en tout cas vont prendre les initiatives parlementaires et populaires pour atteindre ce but. Obtiendront-ils des appuis au-delà des associations de protection de l'environnement et de la gauche? C'est probable car, indépendamment des tragiques événements japonais, de nombreux industriels et politiciens du centre droit ont réalisé qu'investir dans l'efficacité et les renouvelables les dizaines de milliards prévus pour construire trois centrales nucléaires mettrait plus d'énergie à disposition et créerait plus d'emplois de qualité en Suisse; risques, déchets radioactifs et dépendance de l'étranger en moins.

Un exemple nous montre que la «sortie du nucléaire» est possible: actuellement 210 000 logements chauffés à l'électricité consomment, en hiver, quatre fois plus que l'électricité produite par Mühleberg. En les remplaçant progressivement par des chauffages aux pellets ou par des pompes à chaleur, on pourra se passer de Mühleberg, Beznau 1 et Beznau 2! Le nucléaire est-il fini en Suisse? «Le Temps» a posé la question à plusieurs politiciens. Retrouvez les articles de Rolf Büttiker et de Fabienne Despot (LT du 22 et du 23 mars), et lisez lundi l'avis de Jacques Bourgeois.